



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 15 décembre 2021

Le quinze décembre deux mille vingt-et-un à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 7 décembre 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRANE El Arbi, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacine, BOURVEN Julien, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, COHEN Rachel, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, ESSONE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme BRULANT Marina	mandat à M. MARQUES Henrique
Mme HACHE Bénédicte	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. Tonino PANETTA
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacine
M. OMRANE Alain	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme OZCAN Canan	mandat à LAJILI Yamina
M. GARROUT Karim	mandat à M. THIAM Moustapha
Mme MARTIN Mélissandre	mandat à M. HABI Hacène
Mme LUC Nadine	mandat à M. ESSONE MENGUE Terence
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika
M. GUILLAUME Didier	mandat à Mme DESPRES Catherine

Étaient absents :/

Secrétaire de séance : DESROCHES Damien

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2021	4
→ Modification de l'ordre du jour.....	4
RESSOURCES HUMAINES	4
→ 1. Harmonisation de la durée légale du temps de travail au sein de la Ville de Choisy-le-Roi, conformément aux obligations prescrites par l'article 47 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	4
→ 2. Action sociale en faveur des personnels : adhésion au CNAS pour l'ensemble des personnels de la Ville de Choisy-le-Roi	8
→ 3. Renouvellement de l'adhésion à la convention mixte (missions conseil et inspection) avec le service ergonomie et ingénierie de prévention des risques professionnels (EIPRP) du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la petite couronne	16
→ 4. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	16
→ 5. Présentation du Rapport Social Unique 2020	16
FINANCES.....	16
→ 6. Décision modificative n°2 – exercice 2021 – Budget principal	16
→ 7. Décision modificative n°2 – exercice 2021 – Budget annexe des parkings.....	18
→ 8. Subvention d'équilibre 2021 au budget annexe des parkings	18
→ 9. Fixation des durées d'amortissements des immobilisations en M57 au 1 ^{er} janvier 2022	19
→ 10. Ouverture anticipée de crédits – investissement 2022.....	19
SPORT.....	20
→ 11. Tarification des activités sportives à compter du 1 ^{er} janvier 2022	20
DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES	20
→ 12. Tarification du stationnement payant en parkings couverts à compter du 1 ^{er} janvier 2022	20
URBANISME	22
→ 13. Approbation de l'avenant n°1 Convention Interventions Foncières entre l'EPFIF et l'EPA ORASA, l'EPT Grand Orly, la ville de Choisy-le-Roi.....	22
→ 14. Modification de la délibération sur la majoration de la taxe d'aménagement.....	22
→ 15. Acquisition des biens situés au 4 voie des roses (cadastré D77) et au 6/8 voie des Roses (cadastré D74).....	23
→ 16. Échanges foncier sans soulte entre la Ville de Choisy-le-Roi et Valophis portant sur des parcelles situées dans la ZAC du docteur Roux.....	23
ADMINISTRATION GENERALE.....	24
→ 17. Rapport d'activité 2020 SIRESCO.....	24

→ 18. Rapport d'activité 2020 – Délégation de l'exploitation des marchés forains	25
→ 19. Désignation d'un représentant au sein du Conseil d'Administration de l'association de l'Ecole de la 2 ^e chance (E2C).....	27
→ 20. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales	27
QUESTIONS DIVERSES	27

La séance est ouverte à 19 h 40 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Conformément aux formes légales, vous avez été convoqué aujourd'hui pour ce Conseil municipal. Nous allons désigner un secrétaire de séance, conformément au Code général des collectivités territoriales.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Je propose Monsieur Damien DESROCHES, qui accepte avec empressement.

(M. Damien DESROCHES est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)

→ **Appel**

M. le Maire : Je vais passer la parole à Monsieur BARANGER pour procéder à l'appel.

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2021**

M. le Maire : Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 10 novembre dernier avec cette convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas. Il est donc adopté.

→ **Modification de l'ordre du jour**

Y a-t-il des observations sur l'ordre du jour de ce Conseil ? Non.

Vous avez l'information, un point a été retiré. Il s'agit de la création d'un poste de coordinateur ou coordinatrice des Maisons de la solidarité de la Femme, parce que nous voulons affiner le profil de ce poste. D'ailleurs, il y en aura peut-être deux. Nous allons affiner cela avec le Préfet, donc nous avons préféré le reporter au mois de janvier ou en février pour le prochain Conseil.

Nous allons aborder l'ordre du jour.

RESSOURCES HUMAINES

→ **1. Harmonisation de la durée légale du temps de travail au sein de la Ville de Choisy-le-Roi, conformément aux obligations prescrites par l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique**

M. le Maire : Un vaste débat, je m'empresse de dire que personne ici n'a souhaité. Cette loi s'impose aux maires et aux collectivités, et il a bien fallu trouver une solution qui soit la moins pénalisante possible pour nos agents.

D'une manière un peu schématique, de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'aligner le nombre d'heures travaillées sur les fonctionnaires en général et le privé, à savoir 35 heures par semaine. Donc, nous pouvons lisser sur une année, ce qui représente 1607 heures, et ce qui a pour conséquence que certains jours non travaillés ne peuvent pas être conservés. La loi stricto sensu dit : « 35 heures par semaine, et 5 semaines de congés payés ». Ça n'aurait pas été équitable d'appliquer cela pour nos agents, donc nous avons fait maintes et maints calculs pour savoir ce qui serait le moins pénalisant pour eux. À l'instar de 60 ou 70 % des villes qui

l'ont appliqué par respect de la loi, puisqu'en République, un maire se doit de respecter la loi, bien sûr, j'aurais pu botter en touche, j'y ai pensé un instant, certains l'ont fait. On verra ce qu'il en adviendra. Mais je pense que ça n'aurait été ni courageux ni responsable, puisque les maires qui ont fait cela, les agents sont dans une interrogation et dans une angoisse. Parce que si le Conseil ne délibère pas, les préfets peuvent imposer, et je pense, d'après les informations que nous avons, que c'est ce qu'ils vont faire, peuvent imposer uniquement les 35 heures et les 5 semaines.

Alors, nous proposons aux agents d'effectuer une demi-heure supplémentaire par jour, ce qui amènera la semaine à 37h30 heures, et en compensation, nous octroyons 15 jours de RTT supplémentaires, ce qui représente la proposition haute de ce que nous pouvons faire pour nos agents. C'est ce qui a été choisi, car les calculs, c'est factuel. Tous les maires, les collectivités se sont posé la question, et sans se consulter, ce qui ressortait, pour beaucoup, c'est cette solution, celle que nous vous demandons d'approuver ce soir, puisque cette loi qui date de 2019 sera effective au 1^{er} janvier 2022.

Il reste des sujets que nous avons abordés en CT avec les syndicats, comme la pénibilité, auxquelles nous ne sommes pas opposés. Dans un premier temps, nous allons voter nos propositions pour les 1607 heures, et nous allons travailler sur les postes, les services où il pourrait y avoir, mais il faut bien examiner les textes, c'est compliqué, une ou deux journées de pénibilité qui seraient ajoutées à ces 15 jours de RTT. Il y a aussi le sujet des ASA qui est encore plus compliqué, puisque le gouvernement lui-même n'a pas statué sur cela. Donc, ce sera aussi revu après. Tout faire d'un coup, c'était avoir le risque d'être déjugé et devoir donc appliquer uniquement les propositions du Préfet.

Donc, si vous avez des remarques sur ce sujet, je pense qu'il y en aura... Y a-t-il des questions ? Non. Je n'en vois pas. Nous allons procéder au vote. Pardon... Des questions ? Des observations ?

Mme Desprès : Monsieur le Maire, vous avez dit « des observations ». Moi, j'ai des remarques à faire, mais je n'ai pas d'observation.

M. le Maire : Je vous en prie.

Mme Desprès : Bonsoir à toutes et à tous. Ce soir, nous prendrons une position de principe, et surtout une position politique. À l'origine, le texte sur l'alignement des trois fonctions publiques avait pour but de réduire les inégalités entre les trois fonctions, surtout entre l'État et la territoriale, qui a toujours historiquement été le parent pauvre. Lors de la lecture du texte de loi du 26 janvier 1984, et plus précisément du décret du 12 juillet 2001, puis la loi 2010 - 1657 du 29 décembre 2010 sur le calcul des RTT, on pouvait s'apercevoir que c'était purement et simplement la remise en cause des 35 heures.

Pour la ville de Choisy-le-Roi, qui a été une des premières villes en France à appliquer la loi Mauroy en 1982 sur les 35 heures, cette loi a été créatrice d'un grand nombre d'emplois sur la ville, cette mesure d'État est inacceptable. Au lieu de réduire les inégalités, elle les creuse. Je sais que le Préfet, comme vous l'avez dit tout à l'heure, Monsieur le Maire, un fonctionnaire zélé de l'État, harcèle toutes les villes du Val-de-Marne pour que cette mesure passe au dernier Conseil municipal de 2021, c'est-à-dire aujourd'hui, pour qu'elle soit mise en place au 1^{er} janvier. Dans le même temps, sans vergogne, la ministre de la Fonction publique a bien redit qu'il était hors de question d'augmenter le point d'indice, il est donc gelé jusqu'aux prochaines élections présidentielles.

Le président de la République, dans le même temps, après avoir fait des démonstrations de bienveillance au Congrès des maires, sans état d'âme, lui aussi a validé ce texte qui remet

en cause la libre administration des collectivités territoriales. En effet, la territoriale est celle où les agents sont les moins bien payés et qui, pourtant, rendent le plus grand nombre de services à la population, et en l'occurrence à nos citoyens. Je prendrai pour exemple les agents d'entretien, les ATSEM, les animateurs, mais également tous les agents administratifs, les agents techniques, etc. Ce texte annule les quelques avantages pour les agents de cette fonction, comme les trois mois avant le départ en retraite, et surtout, ce qui me tient à cœur, les jours de médaille. Il remet en cause la fonction de maire, parce que les maires sont des hommes responsables qui ont toujours pris soin des agents et qui ont toujours fait attention à ce que les agents vivent bien cette fonction publique.

C'est pourquoi, sans état d'âme, nous voterons contre.

M. le Maire : Bien, Madame Desprès. Vous évoquez la question, effectivement, de ces trois mois accordés. Nous n'y sommes pas insensibles, je l'ai dit aux syndicats, je me serai bien passé de devoir mettre en musique cette loi. Après le Covid, la loi des 1607 heures. C'est gai. Ça ne facilite pas notre tâche, c'est ainsi. Je l'ai dit, un agent, effectivement, qui doit avoir 30 ans de service ici, qui va prendre prochainement sa retraite dans les 6 mois, que je maintiendrai ces trois mois, et nous étudions toujours en analysant la loi cette possibilité de l'étendre à d'autres agents qui prendraient leur retraite en 2022 voire 2023. Aller au-delà me semble difficile, mais effectivement, je peux comprendre l'état de frustration et de colère d'un agent qui a travaillé pendant 30 ans voire 40 et qui, dans la dernière ligne droite, se voit supprimer ces trois mois qui avaient été accordés. Donc, la situation des agents nous tient à cœur, vous l'avez dit, et je pense que ça tient à cœur à tous les maires. Nous sommes mis au pied du mur, nous avons, je pense, choisi la meilleure solution pour les agents. En plus, en termes d'inégalité, ce que je voudrais quand même aussi dénoncer, c'est la position des communes par rapport par exemple au territoire. Lorsque nous voulons embaucher un agent, nous ne sommes pas libres de donner le salaire qu'il mériterait, ou que l'on souhaiterait lui donner, alors que les territoires peuvent donner bien plus haut. Ce qui fait que là, il y a une inégalité qui s'installe et une injustice pour les communes. Parce que nous pouvons perdre les meilleurs agents ou des postulants qui rendraient service à notre commune, mais qui vont choisir une autre collectivité, les territoires par exemple, alors que c'est nous, les commis, qui faisons vivre les territoires. J'ai attiré l'attention des sénateurs, puisqu'ils représentent nos territoires, quand même d'avoir un regard là-dessus, parce qu'au-delà des inégalités entre la territoriale fonctionnaire d'État s'instaure aussi une inégalité entre les différentes strates qui ont été créées. À ce jour, nous avons subi deux strates supplémentaires. Ça devait se régler, rien n'a été fait, et cela a été repoussé aux calendes grecques. J'espère que toutes ces questions seront abordées pendant la présidentielle.

Je vous le dis, je l'ai dit aux syndicats, s'il s'avérait qu'il devait y avoir deux poids deux mesures entre ceux qui appliquent les 1607 heures et ceux qui ne les appliquent pas, n'en déplaise aux Préfets, je reviendrai à l'ancien système. J'applique la loi, mais je ne veux pas non plus être grugé, et je ne veux pas que notre municipalité ou que nous autres élus soyons pris pour des imbéciles.

Mme Juhel : Monsieur le Maire, je pense que ce qui est grave avec cette loi, c'est que l'on donne le sentiment que les agents municipaux travaillent moins que les autres. On dit qu'il faudrait quand même qu'ils fassent 35 heures, et l'on s'aperçoit que les maires n'ont jamais d'autres moyens pour compenser des tâches. J'ai suivi de près le service enfance, dès qu'il y avait un camp de migrants, une inondation, ils étaient sur le pont le samedi, le dimanche, le soir, à l'aube. Il n'y a aucun moyen d'augmenter ces fonctionnaires. Donc, les maires se sont retrouvés avec un seul moyen d'action qui était de donner un peu de temps en compensation de services rendus. Et là, tout d'un coup, ce qui est grave, c'est que l'on met en avant des agents en disant à l'opinion publique : « Vous vous rendez compte, ils ne font même pas les 35 heures, quelle honte, ils ne foutent rien », grosso modo. On met en plus

des agents dans une situation où ils gagnent de tout petits salaires pour la majorité d'entre eux, de se retrouver avec tout d'un coup une perte de revenus à un moment où l'inflation arrive, où l'électricité augmente. C'est vraiment dramatique comme situation. Moi, je vois bien que c'est la loi, j'étais au théâtre récemment au Conseil d'administration, la directrice de théâtre n'a pas été associée dans le détail aux discussions que vous avez pu avoir. Évidemment, elle est comme tout le monde, elle voit bien qu'il y a des éboueurs dans toutes les villes qui font grève, mais elle se retrouve à appliquer des modalités détaillées au 1^{er} janvier à un personnel qui bosse le soir, qui bosse le week-end, qui, quand une compagnie est là, accompagne cette compagnie dans ses répétitions, bosse 12 heures pendant 3 jours... Comment elle va leur dire, avec les horaires qu'ils font, les décalages, qu'ils vont gagner moins en janvier ? Je pense qu'il faut vraiment étudier, ce ne sont pas les RTT, car on a bien vu que c'était retoqué, mais il faut vraiment avoir une conception de la pénibilité élargie. La pénibilité, ce n'est pas juste avoir son marteau-piqueur. Je pense que bosser le dimanche, bosser le soir jusqu'à minuit quand on a des gamins, c'est pénible. Il faut vraiment que l'on fasse tout. On a voté au dernier Conseil des indemnités pour le travail de nuit qui finalement étaient extrêmement minimales. Je ne sais pas si l'on peut faire plus, mais c'était un euro de plus l'heure, je ne me souviens plus, c'était très peu. Il faut vraiment que ces gens qui sont dévoués le soir, la nuit, le week-end, ce ne soit pas possible qu'ils perdent du salaire. Il faut vraiment que l'on fasse tout. Je pense que vous y êtes attentifs, il faut que l'on fasse tout pour que ça ne leur arrive pas.

Je pense que dans la communication, il faut vraiment expliquer, parce que les trois mois, quand on voit ce qu'il se passe dans le privé, quand quelqu'un part à la retraite, il a le droit à des indemnités proportionnelles à ces années qui font que même si sa retraite tombe 6 mois plus tard, il y a eu des primes qui lui permettent de survivre pendant les 6 mois où la retraite n'est pas payée. Un agent de la fonction publique, s'il n'a pas ce droit de ces 3 mois avant, il se retrouve comment ? Avec 3 mois sans salaire et sans retraite. Je l'ai vécu comme contractuelle de l'État, de passer 3 mois sans salaire et sans retraite. Les 3 mois que l'on a donnés aux agents, c'était 3 mois pour qu'ils aient le temps de toucher leur retraite. Ce n'était pas 3 mois à être payés à ne rien faire. Je pense qu'il y a vraiment une gestion la plus attentive possible des conséquences pour les individus. Vivre 3 mois sans salaire et sans retraite, quand on est au SMIC, c'est juste épouvantable. Je pense que l'on sera vraiment à vos côtés pour toutes les innovations, inventions, subtilités que vous trouverez pour faire en sorte que les agents ne perdent pas de revenus, que l'on ne se retrouve pas à la retraite sans salaire, sans retraite. Il faut vraiment que l'on fasse le maximum. C'est quelque chose qui me touche beaucoup, et je pense que vous l'avez compris.

M. le Maire : Monsieur ID ELOUALI.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, chers collègues, Madame Juhel, chère Françoise. Dura lex sed lex, la loi est dure, mais c'est la loi. C'est la maxime latine, c'est vieux comme le monde. J'entends ce que vous dites, entendez juste que très franchement, comme l'a dit Monsieur le Maire, quand on a parlé, discuté, échangé entre majorités sur la loi, sur cette loi-là, aucun de nous n'a pu porter un regard disqualifiant, n'a pu porter ou n'a porté de procès ou tout ce que vous voulez par rapport aux agents. Ce n'est pas du tout le sens et l'esprit de cette décision.

Monsieur le Maire a précisé, si nous pouvions revenir et déroger à cette loi, on le ferait, mais on ne peut pas. Nous sommes une collectivité, on doit agir en responsabilité. On peut dire tout ce que l'on veut sur le Code de la circulation, à un moment donné, un feu rouge est un feu rouge. Vous pouvez épiloguer tout ce que vous voulez, à un moment donné, c'est la règle. Pour autant, je le redis encore une fois, cette décision a été prise de la manière la plus humaine, en tout cas, c'était l'esprit, que ce ne soit pas une application froide, distante et figée de la loi. L'idée, c'est vraiment de se dire que l'on ne peut pas laisser notre collectivité,

les agents, dans un vide. Ce serait complètement irresponsable. Si on n'appliquait pas cette loi, c'est le préfet qui prend la main et qu'il appliquera à sa manière. Pour le coup, il n'y a pas de négociations, pas de prise en compte de qui que ce soit. Voilà ce que j'ai envie de dire. C'est ainsi, *dura lex sed lex*, la loi est dure, mais c'est la loi. Tout ce que l'on peut dire en tout cas, c'est que l'on tient absolument, et je pense que c'est le cas, de toute façon, à ce que cette loi soit conduite avec les partenaires sociaux, que ce soit aussi conduit avec une prise en compte de ces considérations dès lors où ça reste dans le cadre de la loi.

M. le Maire : Merci, Monsieur Id Elouali. Juste pour reprendre quelques propos de Madame Juhel, que je peux partager, pour les heures de nuit, il y a un euro de plus, mais le dimanche, c'est payé double quand même. Il y a quand même les majorations, donc ce n'est pas inintéressant. Sans doute que c'est trop peu, mais par rapport à ce que l'on peut faire, je peux vous rassurer, nous recherchons le maximum, et qu'un agent puisse gagner plus, je n'y suis pas opposé. On ne va pas pleurer sur l'état des finances, mais les dernières décisions du gouvernement, et lorsque vous étiez dans la majorité et que vous dénonciez cela, je le partageais, la réforme de la taxe d'habitation qui devait être compensée à l'euro près nous coûte, à Choisy-le-Roi, 780 000 euros. Nous désirons porter cette affaire devant le tribunal administratif, parce que l'on ne nous donne aucune explication. Le report de la TOM au territoire, qui était excédentaire de 400 000 euros, nous les perdons aussi. Ça fait 1 180 000 euros. La crise Covid, nous pouvons ajouter 300 000 ou 400 000 euros, et ce n'est pas compensé par l'État. Mieux, le Centre de vaccination que nous avons, et nous remercions les agents et tous ceux qui œuvrent à son succès, l'ARS insistait pour qu'on le ferme lorsqu'il n'y avait plus de vaccination. J'ai pris sur moi, avec ma direction, ensemble, nous avons décidé de le maintenir coûte que coûte, parce que j'étais persuadé que les vaccinations allaient reprendre, malheureusement. Je ne le souhaitais pas, mais nous savions trop combien cela avait été dur de ne pas en avoir lorsqu'il était inexistant.

Donc, augmenter les agents, je ne serais pas contre que le gouvernement nous donne un petit coup de main ou de baisser les dotations comme il le fait, bien qu'elles soient stabilisées maintenant, d'accord, mais on a perdu gros. Et ensuite, la question du SMIC, 1500 euros, ou si l'on gagne 1500, 2000, 3000 ou 4000, ce qui m'importe à moi, c'est le pouvoir d'achat. On pourrait gagner 500 euros par mois, à partir du moment où l'on peut se loger, manger, éduquer ses enfants, avoir quelques loisirs, c'est la question du pouvoir d'achat qui se pose. Et force est de constater aujourd'hui que l'époque du poinçonneur des Lilas, cette belle chanson que j'adore, pouvait faire vivre sa famille, et aujourd'hui, on peut être ingénieur et ne pas pouvoir se loger. Il y a quand même quelque chose qui a dérapé dans cette société, je le dénonce. Je peux le dénoncer avec vous. Je ne suis pas au gouvernement, on essaie d'administrer notre ville, nous essayons à notre niveau de faire, mais il y aurait quelques solutions, par contre.

Y a-t-il des questions, des observations ou des remarques ? On peut passer au vote.

Les votes contre ? Attention, il y a des procurations. Des abstentions ? Les votes pour ? C'est enregistré. On peut baisser nos bras, car j'ai été vacciné. Merci.

Rires

La délibération n° 1 est adoptée.

→ 2. Action sociale en faveur des personnels : adhésion au CNAS pour l'ensemble des personnels de la Ville de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Là aussi, débat au CT, pour ceux qui nous écoutent ou qui l'ignorerait, le COS est le comité des œuvres sociales de la ville, et le CNAS est une organisation nationale

qui œuvre aussi à l'action sociale. Depuis que notre équipe a été élue, et personnellement, de nombreux agents nous ont interpellé, m'ont interpellé, sur la possibilité ou la déception de ne pas avoir le CNAS dans notre ville. J'ai donc écouté, j'ai écouté aussi les personnes qui sont pour le COS. Je ne suis ni contre le COS ni contre le CNAS.

J'ai analysé attentivement ce qu'apportait le CNAS. Il apporte beaucoup de choses qu'aujourd'hui que le COS n'apporte pas. Le COS apporte également une proximité dont ils disent que le CNAS n'aura peut-être pas. Mais en contrepartie, le CNAS apporte une transparence totale, et surtout, la personne qui s'adresse au CNAS a un catalogue, ou l'agent un numéro d'identification. Il va se connecter sur le site, va choisir seul différentes prestations qui sont très importantes. Mais surtout, ce qui est intéressant, c'est que ça complète le COS, donc les deux sont utiles.

Ce que j'ai proposé, c'est à tout le moins de faire un essai du CNAS pendant deux ans. Je me suis engagé auprès des agents. Sur l'ensemble des prestations, si cela s'avérait moins intéressant pour l'agent, je me suis engagé à le retirer. Si ça se passe mal, je propose que d'ici deux ans, les agents soient consultés, mais au moins, ils auront pu essayer, au lieu d'écouter les uns et les autres. Ils pourront se faire une idée par eux-mêmes, s'approprier le CNAS avec l'aide d'un accompagnateur pour ceux qui maîtrisent mal l'informatique, et avec l'aide d'un conseiller numérique que nous avons en mairie qui s'adressent aux Choisyennes et aux Choisyens, et qui pourra d'autant plus accompagner les agents qui, face au numérique, auraient du mal à s'en servir. Nous atteindrons un double but, puisqu'il y aura une formation sur le numérique en même temps qu'ils pourront choisir leurs attributions.

Donc, dans deux ans, ils pourront se prononcer. Mais j'ajouterai que je n'attendrais pas deux ans si, manifestement, des avantages ou un contentement n'étaient pas au rendez-vous. Si déjà au bout d'un an, il y avait de grosses insatisfactions, très bien, nous arrêterons là. Mais j'invite chacun et chacune à feuilleter le catalogue du CNAS et de voir tout ce que cela apporte. De plus, l'action sociale est sous la responsabilité du maire et de son équipe, l'action sociale, nous avons eu ce débat, avec des personnes qui administrent le COS aujourd'hui, qui ont organisé un bel arbre de Noël samedi pour les agents, je les en félicite, d'ailleurs, je m'y suis rendu, nous avons pu converser amicalement. Je tiens à dire, d'ailleurs, que cet arbre de Noël sera maintenu. Il n'est aucunement question de le supprimer. Toute cette proximité directe avec les agents sera maintenue. Il y a une sortie à la mer au mois de juillet, une sortie à la mer au mois d'août avec la mise à disposition du, car et du chauffeur de la ville. C'est maintenu. Ils organisaient des week-ends à Morillon et Penthievre, nos centres de vacances, où il leur était demandé 55 euros par jour par agent. Je leur ai dit que j'allais baisser cette somme à 40 euros, donc tout ce qui favorise la proximité sera maintenu.

Ce qui m'a été rapporté aussi, c'est que dans le CNAS, les sorties dans les parcs de loisirs étaient plus chères. C'est vrai, mais, parce que c'est un choix des personnes qui administrent le COS. En compensation, ils ne peuvent pas offrir autre chose, ou bien moins de choses que le CNAS, parce qu'il n'y a aucun parc de loisirs qui fait 60 % de réduction. C'est que le COS peut choisir de faire payer, de faire participer, d'ailleurs, c'est dans la loi, les agents doivent participer, doivent faire participer l'agent, et peuvent proposer le prix qu'ils veulent. Et c'est bien pour ça que je laisse 100 000 euros au COS pour continuer à faire ses opérations de proximité, ses sorties, et corriger là où sur quelques points, le CNAS serait moins intéressant.

C'est pour cela que nous avons pris cette décision, pour qu'enfin, tous puissent en avoir le cœur net, parce que vous n'ignorez pas que dans cette municipalité, c'est des longues batailles où l'on me rétorque qu'il y avait eu des votes, mais quand je pense que l'on fait voter des retraités, je peux me poser des questions sur la sincérité du vote. Donc, je préfère

donner une chance au CNAS, ce sont les agents qui jugeront, c'est eux qui se prononceront dans deux ans, ou moi-même je me prononcerais avant si les choses étaient vraiment trop inintéressantes pour eux.

Mais je vous donne quelques pistes, un agent peut avoir dans le CNAS, parce que les tenants du COS me disent que le CNAS n'est pas pour les catégories C. Mais les catégories C, il me semble qu'ils ont des enfants. Or, le CNAS, une famille qui a un, deux ou trois enfants peut avoir 1200 euros de prime selon son salaire, ou 450. Les primes vont de 100 à 450 euros. Un agent qui déménage, j'en ai un dans mon cabinet, il n'a pas de chance, il n'y a pas de CNAS, il a perdu 250 euros. Le CNAS donne 250 euros. Il y a des chèques culture que le COS n'a pas, ou les chèques vacances. Les chèques vacances seront maintenus, ils y sont dans le CNAS. Les places de cinéma. Là, le CNAS est moins cher. C'est 5,50 euros. Ceux qui administrent le COS me disent que oui, mais qu'il n'y en a que 15 par an, alors qu'eux sont à 6 euros, mais qu'ils peuvent en donner autant qu'ils veulent. Je leur ai proposé quelque chose, c'est qu'ils pourront avoir autant de place qu'ils veulent à 4 euros, en plus des 15, et ce ne sera même pas pris sur le budget du COS. Simplement, puisqu'on parle de service public, ces places de cinéma seront à Paul Éluard. Je vais aussi leur faire une proposition avec de très fortes réductions sur les places de théâtre à Paul Éluard. Paul Éluard nous « coûte », c'est le prix à payer pour avoir de la culture dans cette ville, 1,2 million par an. Il est quand même juste que nous participions tous au maintien à l'ouverture de notre cinéma-théâtre de Choisy, là où d'autres villes ayant toutes pratiquement renoncé, soit en transférant au territoire, soit en se regroupant entre villes, nous, nous ne transférons pas au territoire, nous voulons avoir la main mise dessus, et pour l'instant, on ne partage pas, on ne s'associe pas avec d'autres villes, donc il faut l'assumer. Et je ne peux pas accepter qu'offrir des places de cinéma, ce soit pour aller à Belle Épine ou à Paris, alors que l'on a un cinéma. Ce n'est pas possible.

J'ajouterai que l'action sociale, et ça, je m'en suis expliqué avec ceux qui administrent le COS, ce n'est pas simplement des opérations pour du loisir. L'action sociale doit participer à l'élévation sociale. Je comprends que l'on ait plaisir à emmener ses enfants dans des parcs de loisirs. C'est un libre choix qu'il faut accepter. Mais combien de fois par an faut-il amener ses enfants dans des parcs de loisirs ? Si l'argent dévolu au COS doit partir en très grande partie dans la majorité, puisque nous avons demandé, et nous ne l'avons pas obtenu, c'est-à-dire que nous leur avons demandé ce qui est choisi en priorité par les agents, les pourcentages. Ça, on ne l'a pas obtenu. Par contre, il ressort que c'est beaucoup les sorties dans les parcs de loisirs. L'action sociale ne doit pas servir qu'à cela. L'action sociale doit participer à cultiver les gens, à les élever socialement, et c'est ça aussi qui est intéressant dans ce qu'apporte le CNAS. J'ai même dit que si l'action sociale et donc l'argent public devait servir uniquement à aller dans des parcs de loisirs, je me demande si je continuerai à financer autant l'action sociale. Même si c'est le libre choix des agents, nous avons une vue j'allais dire beaucoup plus « noble », c'est peut-être inapproprié, mais nous voudrions ouvrir tous les champs du possible aux agents. Et même en dehors du CNAS et du COS, on peut le faire, ça ne veut pas dire que les agents ne sont pas cultivés et autres, pas du tout, mais il y a toujours une soif de connaissances à avoir, mais je sais aussi qu'il y a des gens qui n'ont jamais été au théâtre, qui n'ont jamais été à un concert de musique. Ça peut leur paraître éloigné de leur position sociale. Or, ce n'est pas le cas. Tout le monde peut aller à l'opéra, tout le monde peut aller voir une pièce de théâtre, et c'est tout cela que nous voulons apporter.

Donc, voilà exposées les raisons qui nous ont amenés à proposer en plus du COS et le CNAS à nos agents pour une expérimentation où on leur demandera de se prononcer dans deux ans, ou, je le répète, j'y mettrai fin avant si le CNAS ne tenait pas ses promesses.

Y a-t-il des remarques, des observations, des questions ? Madame Després.

Mme Després : Je ne suis pas fondamentalement opposée au CNAS. Grand nombre de collectivités ont fait appel à cet organisme et en sont très satisfaites, ainsi que leurs agents. Toutefois, j'observe qu'à Choisy-le-Roi, un certain nombre d'agents sont opposés à cette adhésion. C'est pourquoi je crois qu'il y a un problème de dialogue social entre la majorité municipale et le personnel. Il n'est jamais bon d'imposer les choses, l'écoute et la concertation sont plus appropriées. Pourquoi ne pas faire une consultation démocratique sur l'ensemble du personnel pour savoir ce qu'il pense ? Au vu de ces raisons, je vais donc m'abstenir ainsi que Monsieur Didier Guillaume qui m'a donné procuration aujourd'hui.

M. le Maire : Merci, Madame Després. Madame Juhel, et Monsieur Bolle.

Mme Juhel : C'est juste une question, Monsieur le Maire. Est-ce que l'adhésion au CNAS diminue la subvention au COS ?

M. le Maire : Nous n'avons pas encore fait les calculs exacts, nous indiquons que grosso modo, l'adhésion au CNAS est de l'ordre de 205 000 euros. Nous maintenons 100 000 euros au COS plus des aides indirectes entre 15 000 et 20 000 euros. Nous réservons aussi une somme, je l'ai dit aux syndicats, on se réserve aussi une somme pour ajuster, s'il devait y avoir par exemple un désir non exaucé et autre. On se réserve une réserve financière pour pouvoir abonder au COS l'argent dont ils auraient besoin pour assurer l'ensemble des missions qu'ils avaient jusqu'à maintenant. Nous allons donc signer des engagements ensemble, y compris avec le CNAS qui devrait apporter plus.

Monsieur Bolle. Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs. Il s'agit ici d'une explication de vote. J'ai bien entendu qu'il s'agissait avant tout d'une démarche expérimentale, et qu'à l'issue, il y aurait un réajustement au regard de cette expérience. De ma place, je voterai contre cette délibération. La position du groupe de l'opposition est différente. Je vais donner des éléments d'explication. Récemment, il y a eu un mouvement social, la question de l'adhésion au CNAS a été aussi un point de tension de la part des syndicats. Au regard de cette situation, peut-être qu'il y a une sorte de précipitation. Vous avez dépeint le CNAS, il y a un certain nombre d'avantages, a priori. Peut-être qu'il aurait fallu davantage poursuivre les pourparlers avec l'ensemble des agents, et notamment avec les organisations syndicales pour qu'il y ait une démarche un peu plus pédagogique si effectivement le CNAS présente tous ces avantages. Au regard de cette contestation sociale et du caractère un peu précipité, je voterai contre cette délibération. Merci.

M. le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur Bolle, mais je vous réponds tout de suite, Madame Benkahla. J'ai énormément discuté avec les syndicats, et je peux vous dire qu'ils sont favorables au CNAS. Je peux vous dire qu'au CT, ils se sont écharpés devant moi. Pensez-vous que dans ces conditions, les conditions d'un vote sont réunies ? Lorsque vous parlez de démonstration de force, on va parler de la CGT. C'est la CGT qui est fondamentalement opposée au CNAS. Je suis désolé, je respecte infiniment le droit de grève et toutes les protestations. Ils sont venus, je suis descendu, j'ai dialogué 1 h 30 avec eux. Pendant ce temps-là, tout le monde était inquiet à l'intérieur, ici. Pendant que je discutais avec eux, ils se sont confié que ce soit au cabinet, quand je suis rentré, en me demandant de tenir bon. C'est pour cela que je le dis, il y aura donc un vote dans deux ans, parce que là, les conditions de sérénité seront réunies. Il y aura eu une expérience, je peux dire qu'il y a eu une certaine influence négative, je le dis, je leur ai dit, de la part d'un syndicat. Et c'est pour cela que je veux que les conditions soient vraiment réunies dans la sérénité. Nous n'étions pas dans la sérénité, et ce n'est pas le fait de dire que nous allons apporter le CNAS à notre commune qu'il n'y avait pas de sérénité. C'est le climat entre les syndicats. Savez-

vous, Madame Benkahla, qu'au dialogue social, la CFDT a proposé d'y participer ? Savez-vous qui a refusé ? Les autres syndicats, sous prétexte qu'ils n'étaient pas assez représentatifs ou je ne sais trop sur quoi ils s'appuyaient. Voilà un bel exemple de démocratie. Moi, je suis ouvert à tous les dialogues, même les plus minoritaires. *A priori*, ce n'est pas la position de certains syndicats. Donc, avec mon équipe, en mon âme et conscience, j'ai dit que nous allions l'expérimenter, les tensions vont s'apaiser. D'ailleurs, j'ai proposé à ceux qui administrent le COS, je leur fais confiance, d'avoir aussi un droit de regard et de les accompagner pour qu'ils s'occupent aussi du CNAS. J'attends leur réponse. Il y a une personne qui ne m'a pas dit non, et je pense qu'avec le temps, effectivement, il va y avoir une convergence de vue. Je sais que CNAS plus COS, ça va être un succès. Si ce n'était pas le cas, dans deux ans, les agents se prononceront, et j'arrêterai avant s'il y a des manquements de la part du CNAS.

Monsieur Bolle.

M. Bolle-Dalliah : Merci, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je me permettrai aussi de m'adresser à nos agents communaux, qui, j'en suis sûr, ce soir nous écoutent avec grande attention, car plusieurs points les touchent directement. J'aimerais intervenir au nom du groupe des élus écologistes dans son ensemble, à titre personnel et aussi en tant que fonctionnaire territorial. C'est un sujet, forcément, qui m'intéresse. Je tenais à saluer, à vous exprimer notre satisfaction à entendre l'engagement que vous prenez ce soir devant cette assemblée, qui est effectivement, ce vote, si j'ai bien compris, qui permettra à l'ensemble de nos agents de s'exprimer au terme de ce temps d'essai, comme vous l'avez dit, sur cette nouvelle formule du CNAS plus du COS. Nous savons bien que l'objectif que vous avez est celui d'offrir les meilleures actions sociales possibles à nos agents, et rappeler par cet intermédiaire toute notre reconnaissance à nos agents d'administration ou de terrain, parce que sans eux, nous ne sommes pas grand-chose, nous, simples élus qui ne faisons que passer, alors que ce sont des agents qui restent en action au service de nos concitoyens, et sans qui même ce propre Conseil municipal ne serait pas possible. Encore une fois, je tenais à leur renouveler toute notre reconnaissance.

Vous dire qu'effectivement, vous pouvez compter sur nous et sur notre total appui pour que ce vote se passe dans les meilleures conditions, et que le CNAS continue demain à offrir les meilleures possibilités d'action sociale à nos agents.

M. le Maire : Je crois effectivement que nous en avons discuté, que votre groupe suggère, je pense que ce sera le cas, qu'il y ait, c'est important, 50 % des agents qui s'expriment. C'est important. Il nous faut vraiment un consensus important sur cette question.

M. Bolle : Si vous me permettez, Monsieur le Maire, j'ajouterais également que c'est une véritable avancée démocratique que l'on observe ce soir au sein de cette municipalité. Les décisions antérieures sur d'autres années n'avaient pas été prises avec ce courage-là de consulter nos agents. Pour le coup, c'est le cas. Encore une fois, on en est fortement reconnaissant.

M. le Maire : Merci à vous. Oui, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : J'ajouterai juste un mot en réponse à ce qui a été dit concernant la démarche pédagogique. Je pense que la demande d'avoir une démarche pédagogique, on y répond justement par cette période d'expérimentation et d'essai. Il n'y a pas plus pédagogique que justement donner et permettre aux agents de connaître ce sur quoi ils vont pouvoir se prononcer par voie de consultation, par vote d'ici deux ans. Il faut leur donner la chance pour qu'il n'y ait pas de filtre idéologique, d'a priori ou de préjugés par eux-mêmes, et qu'ils se prononcent par eux-mêmes sur cette question. Je trouve qu'il y a là de la pédagogie en

disant que vous avez deux ans pour vous prononcer si oui on continue ou non cette formule, ou si l'on arrête. Monsieur le Maire s'engage aujourd'hui à dire que de toute façon, il sera très attentif avec nous avant même qu'il y ait ces deux ans s'il y a une insatisfaction qui s'exprime d'une manière significative d'arrêter le processus.

Je réponds également Madame Després, puisque son abstention portait sur le vote. Je lui réponds que c'est une réponse que de donner justement aux agents de l'opportunité de savoir ce sur quoi ils vont voter. On ne peut pas faire un vote sur un a priori. On ne peut faire un vote que d'après expérience, évaluation personnelle et collective d'un dispositif. On a apporté la réponse à l'observation que vous faites, avec quand même une nuance qui est assez importante. Je fais allusion à un des points de l'ordre du jour de ce Conseil de ce soir, le SIRESCO par exemple. Le SIRESCO a été annoncé, j'en ai bien le douloureux souvenir, comme une phase test, que ça allait juste être testé, et que finalement, au bout d'un an, ça a été imposé. Nous, ce n'est pas le cas. On n'a pas envie d'infantiliser les agents, on leur donne l'opportunité d'expérimenter, de vivre par eux-mêmes, par leur propre choix l'expérience du CNAS et du COS et d'évaluer, au terme de cette expérimentation, de dire ce qui leur semble le plus approprié et le plus adapté à leur choix.

Je termine juste, Monsieur le Maire, chers collègues. À ma connaissance, dans toutes les villes qui ont fait le choix de passer du COS au CNAS, il n'y a pas une ville qui n'ait pu maintenir le COS. Il n'y a pas une ville qui a pu dire que le dispositif serait assorti par une votation des agents. Pas une, de gauche ou de droite. Il n'y a pas une ville qui maintient le COS certes dans une nouvelle forme, mais qui maintient aussi dans son sein ses propres responsables. Il y a là quand même une volonté d'améliorer dans la continuité, il y a là aussi une volonté d'avancer socialement avec des garanties démocratiques qui permettent aux agents de s'exprimer. Voilà pour ce soir.

M. le Maire : M. Essone Mengue.

M. Essone Mengue : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus. Je ne reviendrai pas sur les arguments évoqués par mes collègues concernant une éventuelle concertation avant effectivement le choix du CNAS. J'ai une seule question, est-ce que dans ce cadre-là, vous avez réalisé une étude comparative des avantages du CNAS contrairement à ce que propose le COS ? Si oui, serait-il possible de nous transmettre ces éléments ?

M. le Maire : Effectivement, nous nous sommes adressés aux syndicats. Le service des ressources humaines avait fait un tableau avec ce que proposait le CNAS et ce que proposait le COS, oui, non, etc. Dans un premier temps, les syndicats ont joué le jeu, ils ont rempli leur colonne, on a rempli la nôtre. Ce qu'il s'est passé, c'est qu'il y avait beaucoup de choses à l'avantage du CNAS. Donc, qu'a fait un syndicat ? Il nous a rendu le tableau que nous avions fait, il a fait son propre tableau en mettant uniquement les parcs de loisirs, etc. Évidemment, en face, le CNAS était plus cher. Voilà aussi une façon que je juge... Je vais dire « bien maladroite » pour ne pas être plus méchant. De toute façon, il y aura un représentant du CNAS qui viendra proposer, expliquer les choses, et tout le monde pourra poser des questions.

Ce que je tiens à dire aussi, et d'ailleurs, les propos de Madame Després qui avait la responsabilité dans la précédente majorité du personnel, je pense qu'elle a dû aussi peut-être à une époque analyser, puisqu'elle nous dit qu'elle n'est pas opposée au CNAS, mais que sur la forme... Très bien. Ce n'est pas une affaire vraiment gauche/droite ou quoi que ce soit. Le CNAS est complètement apolitique. Actuellement, il est géré par un adjoint d'Orly. La présidence est tournante. C'est chaque ville, c'est vraiment une coopérative de villes et de collectivités. Actuellement, c'est un adjoint d'Orly qui l'administre, de gauche, et c'est très bien ainsi. Ce qui ressort, ce sont des gens qui croient à l'intérêt général de ce que l'on peut

proposer de mieux aux agents. C'est uniquement ce qui nous anime. On pourra comparer. Est-ce que ce serait bien pour les élus, vous pensez, Monsieur Simon ? Je pense que le CNAS pourra donner un catalogue à chaque élu, on peut demander autant de catalogues que l'on veut. Autant pour moi, j'aurais dû le mettre sur la table. Vous pouvez aussi le consulter en ligne. C'est dématérialisé. Vous pouvez aller en ligne consulter ce qu'ils proposent.

M. Essone Mengue : C'était juste le tableau comparatif que je demandais.

M. le Maire : OK, on peut vous faire un tableau. On ne peut pas vous faire un tableau sur les 300 propositions, on pourra le faire sur les propositions principal, ce qui se démarque du COS et ce qui démarque du CNAS, pour que vous puissiez comparer, bien sûr.

Madame Després.

Mme Després : Je veux juste repréciser, après l'intervention de votre Premier adjoint. J'ai bien insisté sur le dialogue social. C'est pour ça que l'on s'abstient avec Monsieur Guillaume.

M. le Maire : J'ai bien compris, Madame Després. Vous savez, j'assiste à tout le dialogue social, à tous les CT, nous avons décidé de faire un dialogue social au moins un par mois. C'est quelque chose d'extrêmement important. Nous pouvons être d'accord, en désaccord, mais il est très important que ce dialogue ait lieu. Pour nous, il est primordial, bien sûr. L'écoute, la discussion. Je dois d'ailleurs dire que ça se passe plutôt bien. Comme m'ont dit les syndicats, « vous comprenez, on est dans notre rôle ». Je comprends, c'est dans leur rôle, ou tout du moins un, de manifester. Très bien. Quand ils sont venus devant la porte, à un moment, c'était même un peu virulent. J'ai tenu à les revoir après. On peut être en désaccord avec moi, on peut dire un tas de choses, mais il y a des choses que l'on ne pourra jamais dire, c'est que je ne sois pas proche des agents et que je refuse d'aller les voir. D'ailleurs, ils m'ont rendu hommage de me voir toujours tout seul, non accompagné, que dès que quelqu'un m'interpelle, je m'arrête et je discute. On m'a relevé d'ailleurs durant cette manifestation, comme quoi ça peut être utile, un problème de vestiaire service propreté. J'ai promis à la personne, je m'étais déjà rendu au service propreté. À l'époque, personne ne m'en avait parlé. Je vais m'y rendre avec mon DST, et nous allons voir cette question pour que manifestation, s'il manque des douches ou que les vestiaires sont trop petits... Lorsqu'on parle de pénibilité, la pénibilité à mon sens a plus trait aux conditions de travail qu'à la durée, même si l'on pourrait dire effectivement que si l'on travaille moins, on est moins fatigué et c'est moins pénible. Quoi que. Ne pas travailler du tout, ça rend malade. On le voit pendant le Covid. Je m'exprime mal, les gens ont travaillé pendant le Covid, le simple fait d'être trop souvent à la maison, la pénibilité, il faut aussi la voir sous l'angle des améliorations de conditions de travail. Je l'ai dit à cet agent qui était quand même très virulent. Il a même passé la ligne jaune. Je ne lui en tiens pas rigueur, je leur ai toujours dit qu'ils peuvent s'exprimer, il n'y aura pas de retour de bâton, je peux comprendre. Je l'ai revu, il était très amical. Il m'a dit que c'était dans l'ambiance. Très bien, j'adore les ambiances. On va se voir tranquillement sur son lieu de travail, et l'on va faire ce qu'il faut pour ces vestiaires. De toutes les conditions de travail que l'on pourra améliorer, nous allons le faire, mais on n'aura pas les moyens de tout faire.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Monsieur Habi.

M. Habi : Merci, Monsieur le Maire. Juste un point, car il était question du dialogue social. J'ai constaté, parce que je partage les mêmes bureaux, entre autres, que nous avons un élu aux ressources humaines qui est extrêmement présent auprès de l'ensemble des agents. Il les reçoit quotidiennement par vagues sur des problématiques personnelles et professionnelles. Monsieur le Maire fait exactement la même chose. Il y a ce que l'on pouvait

appeler, l'expression est peut-être un peu éloignée, une gestion en bon père de famille avec à cœur l'intérêt de nos agents. Et si l'on n'avait pas cet intérêt pour nos agents, on ne serait pas dans l'excellente dynamique de recrutement que nous avons aujourd'hui. Il suffit de regarder derrière moi, nous avons une direction générale qui s'est musclée, qui s'est enrichi de profils, de grandes compétences. Nous avons des personnes de qualité. C'est grâce à ce travail qui est fait aussi bien par la direction générale que par nos agents, que l'ensemble des projets que nous portons avance. Madame Després, vous parlez de dialogue social, ce dialogue social se fait quotidiennement. Il ne se fait pas uniquement avec les syndicats, il se fait aussi dans la vie de tous les jours. Je tiens encore une fois à le resouligner. Nous avons une dynamique qui nous permet de porter nos projets, et effectivement, c'est parce qu'en face, on a une administration qui est vraiment exemplaire et que l'on ne peut que saluer. Les agents sont extrêmement investis, et tous ici nous leur en sommes extrêmement reconnaissants. Je voulais juste apporter cette précision. Merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci, Monsieur Habi. Je remercie les agents, effectivement, Madame Juhel l'a souligné, nous en sommes bien conscients. Je n'ai jamais dit que les fonctionnaires ne faisaient rien. Il y a des brebis galeuses dans toutes les catégories de la population, ça existe, nous en avons ici, mais il y a une majorité des agents qui travaillent beaucoup, qui ont à cœur de faire leur travail. Ils ne l'ont démontré pendant les tempêtes, et le démontrent aussi, je leur rends hommage, pendant les manifestations. Nous avons relancé un marché de Noël qui a été réalisé en très peu de temps grâce aux agents, les chalets sont montés, et nous ferons l'inauguration vendredi. Je vous invite à y venir, nous avons monté cela en très peu de temps. Au début, ça a été un peu difficile, car nous partions d'une feuille blanche. Nous n'avions pas de commerçants. On a jeté des petites bouteilles à la mer pour avoir des remontées. Finalement, nous avons eu 35 réponses, ce qui se traduit par les 25 chalets qui sont installés. Il y aura des commerçants avec des spécialités, et donc je remercie l'ensemble des agents et l'administration qui a pu permettre cela en peu de temps. Mon adjoint qui s'occupait de ça, Karim, qui malheureusement travaille ce soir, et une fois n'est pas coutume, je remercie aussi chaleureusement mon cabinet, notamment Marie qui se sert à boire. Ils travaillent dans l'ombre, mais Marie et mes assistantes travaillent énormément et se donnent beaucoup de mal. D'ailleurs, si elle nous écoute, je donne un petit coucou à une certaine dame qui nous critiquait beaucoup sur les réseaux sociaux, mais on se connaît bien. Et puis quelqu'un est venu aussi manifester devant la mairie parce qu'une famille était à la rue. L'appartement avait pris feu. Je m'étais engagé ici au Conseil, et c'est pour ça que je n'ai pas compris pourquoi ils étaient venus manifester, mais c'est leur rôle. Je m'étais engagé auprès d'eux de tout faire pour reloger cette famille, ce qui a été fait. C'est en particulier grâce à mon cabinet, Marie, et ma secrétaire aussi, Valérie, qui ont travaillé tous les jours, qui se sont donné beaucoup de mal avec le service logement pour trouver une solution qui a été trouvée. Nous n'y parvenons pas toujours, mais nous faisons toujours le maximum.

Je remercie donc cet adversaire politique qui, pour une fois, j'ai eu la surprise sur Facebook de voir qu'elle a remercié le cabinet et le Maire. Donc, c'est appréciable, car c'est ainsi que je conçois la politique. Effectivement, chacun est dans son rôle. Lorsqu'il y a des critiques, il y a des critiques. J'en ai fait lorsque j'étais dans l'opposition. Mais que lorsque les choses sont faites et que de temps en temps elles soient reconnues, c'est d'abord bien pour les Choisyennes et les Choisyens, et d'ailleurs, il y a des choses où nous acceptons les idées, d'où qu'elles viennent. Voilà. Donc, peut-on procéder au vote ? Oui.

Y a-t-il des votes contre ? Il y a deux votes contre. Monsieur Essone Mengue, et Madame Benkahla. Très bien. Abstentions ? Il y a des procurations, il faut compter. Bien. Les pour ? Bien. Écoutez, je vous remercie de cette discussion qui aurait même peut-être pu être explosive, mais je vois que chacun et chacune a bien vu et compris de quoi il s'agissait. Donc, merci de cette excellente tenue pendant cette discussion.

La délibération n° 2 est adoptée.

→ **3. Renouvellement de l'adhésion à la convention mixte (missions conseil et inspection) avec le service ergonomie et ingénierie de prévention des risques professionnels (EIPRP) du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la petite couronne**

M. le Maire : Cela est engagé depuis, je crois, 2003. C'est une prorogation. Y a-t-il des remarques ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 3 est adoptée à l'unanimité.

→ **4. Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

M. le Maire : Là aussi, rien de révolutionnaire, si ce n'est qu'il y a la création de trois postes, un chargé d'accueil, assistant de gestion administrative, brigadier-chef principal. Ce ne sont pas vraiment des créations, nous déprécisons trois personnes qui jusqu'à maintenant étaient plutôt avec des contrats précaires pour les pérenniser, certaines avec un an, certaines avec trois ans, mais il n'y a pas d'augmentation d'agents pour autant.

Y a-t-il des observations ? Des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Excusez-moi, il y a aussi le recto.

Il y a aussi une création de trois autres postes par transformation de postes, notamment un référent du pôle littérature adulte, un référent coordinateur de programmation culturelle. C'est pour leur donner la possibilité, là aussi, c'est une dépréciation, d'avoir un CDD de trois ans. Ils ne sont pas titulaires, mais c'est quand même confortable. Par rapport aux modifications apportées par la loi, au bout de deux contrats de trois ans, ils seront titulaires.

Donc, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 4 est adoptée à l'unanimité.

→ **5. Présentation du Rapport Social Unique 2020**

M. le Maire : Là, il n'y a pas de vote. Ce sont des informations.

Vous avez une synthèse du rapport social. Je tiens à préciser que cette synthèse, ce document, c'est le site du CIG qui l'établit. Nous, nous remplissons les cases, nous mettons les données de la commune dedans, mais la forme dont ils se présentent, qui est d'ailleurs très lisible, ce n'est pas nous qui le faisons, c'est un document commun qui est sur le site du CIG où les communes rentrent leurs données.

Y a-t-il des questionnements, des observations sur ce rapport ? Je n'en vois pas. C'est juste une présentation, il n'y a pas de vote. Il y en aura un chaque année.

FINANCES

→ **6. Décision modificative n° 2 – exercice 2021 – Budget principal**

M. le Maire : Je vais donner la parole à Madame Francisot, qui va nous présenter ce point.

Mme Francisot : Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyens, bonsoir. Le budget est un outil de travail vivant. Au cours de l'année, les prévisions initiales peuvent être ajustées. C'est ainsi qu'il est de tradition ici à Choisy-le-Roi en fin d'année d'ajuster au mieux

les prévisions. Cette année, le budget total pour la ville est estimé à 102 999 404,57 euros. Nous augmentons de 517 000 euros la section de fonctionnement, alors que nous diminuons d'un peu plus de 3 000 000 d'euros la section d'investissement. Chers collègues, vous avez sur la notice la liste des opérations retirées et modifiées, mais pour les Choisyens qui nous suivent, je vais essayer d'expliquer les modifications que nous apportons au budget.

En section de fonctionnement, pour ce qui est des dépenses, nous diminuons les charges à caractère général de 889 000 euros en ajustant certains budgets comme la participation au déficit du centre municipal de santé qui est en baisse, ou encore les achats de prestations de services également en net recul, notamment du fait de la situation sanitaire. En revanche, nous augmentons légèrement les subventions et contributions versées d'un peu plus de 217 000 euros. Il faut noter une augmentation de la subvention du CCAS de 173 000 euros, qui est destiné à couvrir les dépenses de personnel dont la charge est rattachée désormais à leur budget comme le veut la loi.

Le réaménagement de plusieurs de nos prêts nous conduit à économiser cette année 30 000 euros, et nous augmentons d'un peu plus de 1,2 million d'euros le virement à la section d'investissement, ce qui nous emmène à un total cumulé d'un peu plus de 8,8 millions d'euros pour l'année 2021 de virement à la section d'investissement.

Pour ce qui est des recettes, nous avons obtenu 508 000 euros de plus que prévu sur les impôts et taxes, soit 388 000 euros sur le rôle supplémentaire de la taxe d'habitation, et 120 000 euros sur les droits de mutation. L'État a augmenté sa participation d'un peu plus de 9000 euros pour les élections et émissions de titres sécurisés. Nous équilibrons donc la section de fonctionnement à 77 158 754 euros en 2021.

En section d'investissement, nous diminuons les recettes et dépenses de 3 212 190 euros. En ce qui concerne les dépenses, plusieurs éléments de contexte nous conduisent aujourd'hui à désinscrire certaines opérations prévues en 2021. Je ne les citerai pas toutes, mais j'essaierai de vous citer les plus importantes. Le départ de certains de nos cadres et l'exigence que nous mettons à utiliser convenablement l'argent des Choisyens dans des opérations construites et réfléchies ont fait qu'en 2021, il n'a pas été possible de mener les travaux de voirie et des passages en basse tension de l'éclairage public qui étaient prévus au budget initial. En ce qui concerne la plantation d'arbres, et c'est une question qui m'a été posée en Commission par le seul membre de l'opposition qui est toujours présent, qui m'a posé la question du retrait des 150 000 euros qui étaient prévus au budget initial. Les marchés publics que nous avons trouvés à notre arrivée ne nous ont pas permis de réaliser les plantations que nous avons prévues. Pourtant, si je m'en réfère à l'Agenda 21 qui a été créé par nos prédécesseurs et au défi n° 13, l'un des objectifs était de développer la nature en ville. Il y avait par exemple dans le plan d'action 2013/2018 la création d'une trame verte. Normalement, les marchés publics portant ces objectifs et cette action auraient dû être au niveau de la présupposée ambition. Mais comment remettre du vert en ville avec un marché qui est d'un maximum de 40 000 euros par an ? C'est sûr qu'au rythme de 4 arbres par an, nous y serons un jour. Fort heureusement, ce marché arrive à échéance en cette fin d'année, et nous pourrons enfin travailler à répondre aux attentes des Choisyens. Je ferme cette parenthèse.

Nous reportons également l'achat du 21, voie des Roses d'un montant prévu de 532 000 euros.

Au niveau des recettes d'investissement, nous désinscrivons totalement l'emprunt prévu au projet initial. Cela fait donc maintenant trois ans que la ville n'a pas eu recours à l'emprunt. Nos dépenses d'investissement de l'année devraient être entièrement couvertes par les recettes investissement et l'autofinancement. Nous diminuons les recettes prévisionnelles

liées aux travaux d'amélioration énergétiques et au schéma de mobilité dont les travaux n'ont pu être réalisés, comme dit précédemment. Les pavillons rue des Chalets et rue Corvol ne sont pas encore cédés, et ne le seront pas en 2021. Nous réduisons donc également de 750 000 euros de recettes de cession immobilière. Et enfin, nous avons reçu 240 000 euros de plus pour la taxe d'aménagement. Voilà pour la décision modificative sur le budget principal.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Des questions ? Monsieur Hutin.

M. Hutin : Monsieur le Maire, bonsoir. Chers collègues, Choisyennes, Choisyens. Bonsoir. C'est juste une explication de vote. Comme vous le disiez, c'est un rapport, une délibération que l'on fait à chaque fois en fin d'année pour rééquilibrer les comptes par rapport à des dépenses qui n'ont pas pu être faites. Nous avons eu la discussion pendant la Commission en question. Cependant, je m'abstiendrai pour cette délibération.

M. le Maire : Très bien, merci Monsieur Hutin. D'autres questions ? Monsieur Habi.

M. Habi : Merci, Monsieur le Maire. Merci, Amandine. Juste une toute petite précision. Puisque nous avons eu la même difficulté sur la voirie que sur le marché de renouvellement des arbres. Nous avons un bail voirie dont le montant était de 80 000 euros, ce qui est très insuffisant pour entretenir ou ne serait-ce que faire une campagne de nids-de-poule sur les 43 km de voirie communale. Sur le même principe que le marché qui nous bloquait sur les arbres, nous étions bloqués avec un bail voirie à 80 000 euros seulement. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Habi. D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? Très bien. Des votes pour ? Très bien. Merci.

La délibération n° 6 est adoptée

→ 7. Décision modificative n° 2 – exercice 2021 – Budget annexe des parkings

M. le Maire : La parole à Madame Amandine Francisot.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Comme pour le budget principal, nous réajustons le budget annexe des parkings. Le budget 2021 s'élève à 1 806 045, 04 euros. Je ne m'étendrai pas beaucoup sur le sujet, mais je noterai tout de même l'augmentation des recettes de la section de fonctionnement pour les abonnements au parking, ce qui nous permet de diminuer les subventions de l'équilibre prévu par la ville de 52 000 euros.

En section d'investissement, comme pour nombre d'emprunts sur le budget principal de la ville, nous avons procédé au remboursement et au refinancement de deux emprunts à meilleur taux.

M. le Maire : Merci. Des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? 4 abstentions. C'est bientôt Noël, c'est normal. Des votes pour ? Le reste. Merci.

La délibération n° 7 est adoptée à l'unanimité (4 abstentions).

→ 8. Subvention d'équilibre 2021 au budget annexe des parkings

M. le Maire : Toujours Madame Francisot à la barre.

Mme Francisot : C'est la subvention d'équilibre budget annexe des parkings, tout simplement. Pour l'année 2021, le montant de la subvention s'élève à 368 000 euros.

M. le Maire : Une précision quand même. Ça a été pointé du doigt par la Cour des comptes, et il va falloir que l'on trouve une solution. On ne peut pas continuer ainsi. Un sujet bien épineux, donc. De toute façon, on ne peut pas faire autrement, même s'ils reviennent contrôler, on ne peut pas laisser les trous.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Deux abstentions. Des votes pour ? Vous vous absteniez aussi, Madame Després ? On recommence. Excusez-moi. Les votes pour ? Très bien.

La délibération n° 8 est adoptée à l'unanimité (2 abstentions)

→ 9. Fixation des durées d'amortissements des immobilisations en M57 au 1^{er} janvier 2022

M. le Maire : Toujours Madame Francisot, et vogue le bateau.

Mme Francisot : J'irai rapidement. Il s'agit essentiellement d'un point technique. Souvenez-vous au Conseil du 30 juin dernier, nous avons voté le passage de la comptabilité de la nomenclature comptable M14 vers la M57. La mise en place de la nouvelle nomenclature, donc la M57, implique le fait de devoir fixer les durées d'amortissement des immobilisations. Cette nouvelle nomenclature pose le principe d'une immobilisation au prorata temporis, c'est-à-dire que le bien acquis amorti dès le lendemain de son achat, alors qu'avec la nomenclature M14, la ville calculait sa dotation aux amortissements annuellement à partir de l'année suivante. Ce changement de méthode s'appliquera aux achats réalisés à compter du 1^{er} janvier 2022. Pour autant, il est proposé de conserver pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire inférieure à 600 euros, un amortissement annuel globalisé.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations ? C'est technique. Donc, des votes contre ? Abstentions ? Bien. C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité.

→ 10. Ouverture anticipée de crédits – investissement 2022

M. le Maire : Dernière ligne droite pour les finances. Je parle pour ce soir, il y aura toujours des finances l'année prochaine.

Mme Francisot : Oui, on ne s'arrête jamais.

Pour l'ouverture anticipée d'un crédit d'investissement 2022, l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que jusqu'à l'adoption du budget, sur autorisation du Conseil municipal, le maire puisse engager, liquider ou mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent. C'est pourquoi nous vous proposons d'adopter cette ouverture anticipée des crédits, afin que nos collaborateurs puissent continuer à entretenir le patrimoine de la ville, y assurer le bon fonctionnement des services jusqu'au vote du budget primitif qui est prévu pour l'instant au mois de mars. Cela correspond à environ 2 300 000 euros.

M. le Maire : Bien, merci. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est donc voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 10 est adoptée à l'unanimité.

SPORT

→ 11. Tarification des activités sportives à compter du 1^{er} janvier 2022

M. le Maire : Nous allons passer au sport. Je donne la parole à Monsieur Enrique Marques, qui a fait 20 km ce matin en préparation. Je pense que ça va décoiffer.

M. Marques : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. Il s'agit de voter la tarification des installations sportives pour l'année 2022. Une augmentation de 2 % a été pratiquée, il n'y a pas de changement important de nouvelles rubriques. À noter que nous ne faisons pas de distinction entre les résidents et les non-résidents, et que le tarif des pass annuels reste largement inférieur à la moyenne départementale.

M. le Maire : Bien. Merci, Monsieur Marques. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Quand même un petit commentaire, mais qui ne s'adresse pas au sport. Toutes les collectivités ou même des sociétés ou tous les intervenants économiques se posent beaucoup de questions sur 2022, notamment sur le niveau d'inflation que pourrait atteindre l'année 2022. On nous annonce entre 2 et 3 %, mais beaucoup prédisent que ça pourrait être 4 et même au-delà. J'ose espérer que ce ne sera pas le cas, car préparer un budget en misant sur 4 % d'inflation, c'était quasiment mission impossible. Donc, j'espère que tous ensemble, nous espérons qu'il n'y aura pas de mauvaises surprises, que ce soit au niveau de l'État, des collectivités et de l'économie en général. Il y a quand même un grand questionnement pour 2022. Je reste optimiste, il faut toujours voir le verre à moitié plein. Une relance effective s'engageait, espérons que cette 5^e vague s'éteigne très rapidement. Parce que là, il faudrait sérieusement retrousser nos manches, et je pense que nous avons tous mérité, les Choisyennes, les Choisyens, les Français, de pouvoir souffler quand même un petit peu. Merci.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 11 est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION GÉNÉRALE SERVICES TECHNIQUES

→ 12. Tarification du stationnement payant en parkings couverts à compter du 1^{er} janvier 2022

M. le Maire : C'est Madame Francisot, encore ? Non, excusez-moi, Monsieur Habi. On m'a laissé un carré blanc, donc tous ceux qui ont moins de 18 ans, je vous prierais de quitter le Conseil municipal...

Rires

M. le Maire : Allez-y, Monsieur Habi.

M. Habi : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Donc, la présente délibération porte sur deux points liés à la tarification des parkings. En premier lieu, le parking Fauler. Pour expliquer aux Choisyens et à l'ensemble du Conseil municipal, c'est un parking payant dont la barrière est cassée depuis un certain nombre d'années, et qui est donc de fait devenu gratuit. Ce parking avait été initialement pensé pour permettre aux commerçants du marché les jeudis et dimanches de venir stationner leurs camions. Nous avons donc, avec les services techniques de la ville, la police municipale et la direction générale, entrepris de modifier l'actuel fonctionnement de ce parking, puisqu'il est inopérant, pour le transformer en zone bleue, c'est-à-dire en parking à disque. La présente délibération vise donc à supprimer le tarif qui était rattaché à ce parking, puisque de toute façon, ce tarif n'a jamais été

encaissé, pour transformer le parking en zone bleue. Un travail a également été fait et va continuer d'être fait pour le plus possible désengorger le centre-ville les jours de marché, afin que les commerçants aillent s'y stationner. Forcer est de constater, et nous l'avons éprouvé avec l'élus en charge des marchés, que certains commerçants ne savaient pas qu'ils avaient un parking à disposition. Certains commerçants stationnent leurs camions à Rungis, dans leurs entrepôts, et donc pas sur la ville. Des camions de Choisyens qui n'avaient aucun lien avec le marché étaient présents sur ce parking Fauler de Choisyens qui n'avaient aucun lien avec le marché. Nous avons donc fait un grand ménage sur le parking Fauler, qui a été entièrement vidé. On s'est débarrassé de toutes les épaves. La présente délibération s'inscrit dans cette continuité. D'ici peu, on aura récupéré si je puis dire la main sur ce parking.

La deuxième partie de la délibération vise à proposer un abonnement préférentiel pour les fonctionnaires de la police nationale. Donc, comme vous le savez, le commissariat de Choisy-le-Roi est sur une position centrale. Certaines villes de la circonscription auraient eu des souhaits de pouvoir nous « piquer » ce commissariat. Les fonctionnaires de police sont tous satisfaits de cet emplacement accessible par les transports en commun, par l'A86, etc. Et donc pour permettre à ces policiers nationaux de faciliter leur stationnement, parce qu'ils ont des horaires parfois décalés, et parce que le centre-ville est compliqué en termes d'emplacements de parking, il est proposé de leur attribuer un tarif préférentiel. Ce matin même, nous étions ici avec le commissaire Vaillant qui nous précisait qu'il y avait également une augmentation de leurs effectifs. Le fait de pouvoir leur attribuer des places préférentielles participe également à cette attractivité du commissariat de police de Choisy-le-Roi. Voilà, je vous remercie, mes chers collègues.

M. le Maire : Bien. Y a-t-il des observations ? Monsieur Terence Essone Mengue.

M. Essone Mengue : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus. Si je me réjouis de savoir que les policiers nationaux vont avoir droit à un tarif préférentiel, n'en demeure pas moins que je m'interroge quand même sur un aspect égalitaire. Il se pourrait que demain, vous ayez d'autres demandes de ce type. Que feriez-vous ? En sachant qu'effectivement, sur Choisy-le-Roi, si l'on prend le cas d'une infirmière qui est amenée à faire pas mal de tournées dans la journée, elle pourrait également solliciter ce type de tarif, sans compter certains enseignants qui n'habitent pas la ville, qui viennent en voiture, ont parfois, voire très souvent, du mal à trouver une place de stationnement.

M. le Maire : Je comprends votre remarque. C'est une continuité de ce qu'il se faisait auparavant, de ce que font toutes les villes. Ce que l'on peut vous dire, c'est que ce tarif a triplé par rapport à ce qu'ils payaient avant, justement pour les rapprocher des autres tarifs. Doubles ? Excusez-moi. Pardon ?

M. le Maire : Bon, ils payent plus cher.

Rires

M. le Maire : Ils ont bien doublé. Effectivement, mais il y aura d'autres accompagnements. Par exemple, si c'est pour des infirmières et autres, on peut s'interroger aussi sur l'aide au logement, sur des tas de choses. Je comprends votre remarque, mais si vous voulez, il y a une concurrence, comme l'expliquait Monsieur Hacène Habi, et la question s'est posée de déplacer sur le placement du commissariat. S'il n'y avait pas de petites aides comme cela, et qu'une autre ville les offre, ce que font les autres villes, c'est ainsi d'ailleurs que les commissariats ont changé de villes. Je crois qu'il est important que l'on conserve notre commissariat sur Choisy-le-Roi. D'ailleurs, que ce soit Thiais, Orly, Villeneuve-le-Roi, ils ont tenté d'obtenir l'implantation du commissariat sur leur ville. Les policiers sont très sensibles à

cela. Il y a aussi le fait que les parkings sont gardiennés. Il y a aussi un aspect de sécurité. Malheureusement, c'est ainsi, lorsqu'une voiture de policiers est repérée, lorsqu'elle est sur la voie publique, malheureusement, bien souvent, elle subit quelques dégâts. Ça fait aussi partie de ce choix qui a été fait par l'ancienne municipalité, et que je n'ai jamais remis en cause, que nous continuons. Quand même, c'était un peu bas, ce qu'ils payaient, donc nous avons doublé ce tarif.

Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ 13. Approbation de l'avenant n° 1 Convention Interventions Foncières entre l'EPFIF et l'EPA ORASA, l'EPT Grand Orly, la ville de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Nous passons aux petites cabanes... Non, à l'urbanisme.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. J'ai 4 délibérations à vous exposer. La première porte sur l'approbation du premier avenant à la convention d'intervention foncière Lugo qui engage notre ville ainsi que le territoire et l'EPFIF, c'est-à-dire l'établissement public foncier d'Île-de-France. Cet avenant concerne l'opération que l'on a sur le secteur du Lugo, et plus précisément sur la démolition des 122 logements et la reconstruction de 240 logements à la place, et puis qui concerne également la conception du projet urbain au cœur du quartier. Donc, pour faire simple et sortir un peu des aspects techniques, aujourd'hui, je dirais que la convention porte sur un périmètre qui nous semble restreint par rapport à l'ambition que l'on porte. À ce jour, la convention porte sur 2,52 ha en termes de périmètre de maîtrise, et en même temps en termes de veille sur 2,62 ha. À la faveur, je dirais d'une opportunité d'une DIA, il nous a semblé opportun que l'EPFIF porte à 0,5 ha pour parachever et parfaire notre projet sur ce secteur.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité

→ 14. Modification de la délibération sur la majoration de la taxe d'aménagement

M. le Maire : Nous continuons avec l'urbanisme.

M. Id Elouali : La deuxième délibération va être très courte. Je crois que mon collègue, M. Bolle, vous l'avez déjà exposé lors du Conseil précédent. Elle porte sur l'augmentation de la part communale de la taxe d'aménagement sur la zone UE, c'est-à-dire la zone qui concerne nos activités économiques. Il me semble que tout simplement cela rectifie une erreur qui s'était glissée lors de la première délibération, où l'on disait que cette zone UE, la taxe d'aménagement était de 10 %. Or, elle était de 5 %, et on la passe à 10 %. J'espère avoir été clair. Très bien, merci. Ce qu'il faut retenir, c'est que l'on passe de 5 à 10. Merci.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Madame Després.

Mme Després : La dernière fois, si ma mémoire est bonne, on avait voté contre. Cette fois-ci, on maintient notre vote.

M. le Maire : Très bien, merci. D'autres observations ? Pas pour le vote contre, pour l'intervention.

Rires

M. le Maire : Non. Des votes contre ? Très bien. Y a-t-il des abstentions ? Non. Des votes pour ? Très bien, c'est voté. Merci.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Dans les explications, j'ai du oublier, j'aurais du rappeler que la TA était pour justement financer les équipements scolaires, financer les équipements culturels, financer les équipements publics, et que ce n'était pas juste une augmentation, car on a envie de se faire plaisir. Mais bon ça, vous l'avez deviné, l'augmentation de la TA était nécessaire au développement de notre ville. Je ferme la parenthèse, et je reviens vers vous sur la troisième délibération.

La délibération n° 14 est adoptée (2 votes contre)

→ 15. Acquisition des biens situés au 4 voie des roses (cadastré D77) et au 6/8 voie des Roses (cadastré D74)

M. Id Elouali : Elle porte sur l'acquisition des biens qui sont situés au 4, voie des Roses, et aux 6/8, voie des Roses. En gros, c'est toujours l'EPFIF qui portait avec nous ces deux références cadastrales, et qui aujourd'hui nous engage à ce que la Ville reprenne ces deux cadastres, parce que pour l'instant, on n'avait pas de projet à court terme qui voyaient le jour. La ville s'était engagée à régulariser la vente avant la fin de 1 010 870 euros, afin d'acquérir ces deux biens.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

→ 16. Échanges fonciers sans soult entre la Ville de Choisy-le-Roi et Valophis portant sur des parcelles situées dans la ZAC du docteur Roux

M. Id Elouali : Pardonnez-moi, j'ai dû inverser l'ordre, mais l'essentiel est toujours là. Sans soult, c'est-à-dire un échange, une transaction sans dépenses d'argent. Il s'agit tout simplement d'un échange sur une parcelle... Pardon, je ne retrouve pas mes notes.

M. le Maire : C'est une clôture de la ZAC.

M. Id Elouali : C'est ça, exactement.

M. le Maire : C'est purement technique.

M. Id Elouali : Tout à fait. C'est pour clôturer la ZAC du docteur Roux, Valophis rétrocède à la ville 1871 m² qui devaient être cédés à la ville, qui portent justement, Monsieur Habi parlait tout à l'heure des parkings, pour le coup, c'est une rétrocession du parking qui est situé sur la rue Demanieux et la place du Conservatoire, qui revient du coup à la ville. En plus de cette parcelle, nous avons 764 m² qui composent les trottoirs. En gros, c'était du foncier qui appartenait à Valophis et qui revenait à la ville. En contrepartie, la ville doit céder elle 726 m² de terrain à Valophis, qui sont aujourd'hui occupés sur la rue Demanieux par un bâtiment de Valophis Habitat qui est situé aussi sur la rue Sébastopol. Pardon pour la petite confusion, mais tout va bien. Je l'espère.

M. le Maire : Le Nouveau Monde avec les tablettes n'est pas si parfait que ça.

M. Id Elouali : Je vais désormais faire comme vous, Monsieur le Maire, je vais sortir mon ordinateur, c'est-à-dire une feuille et un stylo.

M. le Maire : Une gomme et un crayon, on n'a jamais rien fait de mieux, et ça ne coûte pas cher. Si, avec une gomme, on utilise toujours le même papier.

Rires

M. le Maire : Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? Merci, c'est voté.

La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : M. Id Elouali, vous prenez l'ordre que vous voulez. Vous voulez parler de quoi ? Non, c'est fini, on a tout vu. Moi, je suis paumé.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 17. Rapport d'activité 2020 SIRESCO

M. le Maire : Madame Bezace étant au travail, vous allez nous présenter le rapport du SIRESCO. C'est une information ?

M. Id Elouali : À porter à connaissance, il me semble, par le directeur des services.

M. le Maire : Oui, c'est un rapport d'activité.

M. Id Elouali : Le rapport du SIRESCO, je n'ai pas eu le loisir de le lire. J'ai eu quand même un peu de temps pour prendre connaissance des grands faits marquants sur les orientations. Si je peux dire, on est assez content de voir que le SIRESCO fait son chemin. Mais il me semble que nos chemins se séparent, Monsieur le Maire, puisque nous avons une ambition encore plus importante que celle du SIRESCO. Nous sommes engagés sur une sortie, et nous l'affirmons de nouveau s'il faut le réitérer. Nous devons sortir du SIRESCO pour une cuisine meilleure, pour une alimentation meilleure pour nos enfants et pour nos seniors.

Je n'ai pas à commenter plus que ça je dirais et j'ose espérer le passé, puisque pour moi, le SIRESCO fait partie du passé, si ce n'est à débiter des chiffres. On leur souhaite bonne chance, et l'on se souhaite bon courage pour notre cuisine centrale municipale.

M. le Maire : Juste un tout petit commentaire. Depuis l'adhésion de Choisy-le-Roi au SIRESCO et aujourd'hui, le SIRESCO a augmenté sa dette de 2,8 millions. C'est maintenant 4 villes qui veulent sortir, La Queue-en-Brie est sortie du SIRESCO, donc il y a urgence pour nous de sortir de ce syndicat. Moins il y a de villes, plus la note est sévère pour les villes. De plus, c'est acté, ils veulent complètement supprimer la cuisine de Choisy qui donc faisait des repas pour nos seniors, et construire une nouvelle cuisine importante. Il faut absolument sortir avant que cela arrive, parce que, sinon, nous devons dédommager le SIRESCO. De toute façon, notre adhésion va augmenter pour une maîtrise que nous n'avons absolument pas. Donc, nous avons mandaté un bureau d'études qui va rendre son rapport sous peu, que l'on pourra d'ailleurs vous faire connaître pour se préparer à cette sortie. Merci.

Donc, c'est juste pour information. Il y a 83 pages, de belles photos. Vous pouvez les lire. Merci.

→ 18. Rapport d'activité 2020 – Délégation de l'exploitation des marchés forains

M. le Maire : Monsieur Walid Sayadi va nous le présenter. Là aussi, il y a beaucoup à dire et énormément à faire. J'en profite pour vous annoncer la venue d'une responsable de notre commerce. Nous avons eu la chance d'acquiescer quelqu'un d'extrêmement compétent, qui connaît très bien cette société, puisque son directeur et elle-même étaient à la manœuvre lorsqu'Orly a rompu le contrat, et qu'ils ont gagné devant les tribunaux. C'est assez rare pour le souligner, ça s'est passé il y a une quinzaine d'années, mais peu de villes ont pu gagner contre les frères Géraud. Monsieur Sayadi.

M. Sayadi : Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, bonsoir. Nous soumettons comme chaque année au Conseil municipal le rapport d'activité 2020 de la DSP des marchés de la ville, la fameuse société Géraud. Comme vous avez pu le constater, ce rapport n'est pas très fourni, et beaucoup d'éléments exigés dans le contrat n'ont pas été transmis par nos services. Un courrier demandant des éléments complémentaires a été adressé à la société Géraud, mais nous sommes toujours dans l'attente de leur réponse. Toutefois, il est tout de même nécessaire de rappeler que l'année 2020 a été difficile pour tous les partenaires économiques de la ville, la crise sanitaire ayant entraîné la fermeture des marchés pendant le confinement, de la période de mars à mai 2020. Suite à ces mesures nationales de fermeture, la société Géraud a saisi la commune d'une demande d'indemnisation. La ville, bien évidemment, n'accepte pas cette demande. Malgré ces désaccords, il est prévu pour l'année 2022 de faire évoluer le contrat qui date depuis 2010, et de mettre à jour un avenant sur différents sujets, notamment l'actualisation des aides, la création de la nouvelle séance du marché des Gondoles, l'interdiction des sacs plastique, les mesures de tri sélectif.

En ma qualité d'élus de suivi des marchés, je rappelle que nous héritons d'un chantier difficile, mais notre acharnement et notre volonté à vouloir bien faire pour les habitants de Choisy aujourd'hui a payé. Au Conseil municipal de l'année dernière, je vous avais promis un recadrage des commerçants. Nous l'avons fait. Je vous avais promis la suppression des sacs plastiques, nous l'avons fait. Je vous avais promis plus d'animation dans nos marchés, nous l'avons fait. Je vous ai promis un marché plus propre, le marché est plus propre. D'ailleurs, nous travaillons avec l'EPT sur le tri sélectif des ordures avec mon collègue El Arbi Chirrane élu à la propreté pour se munir de compacteurs de carton et de caisses en bois, des cagettes, pour réduire le volume d'ordures.

Bien entendu, il reste quelques anomalies à corriger, nous y travaillons. Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vous demande de prendre acte de ce rapport d'activité. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Sayadi. J'en profite pour vous remercier de ce travail quelquefois ô combien ingrat, difficile, avec certains commerçants vraiment pas faciles. Nous pouvons constater, avec le couple que vous faites avec Monsieur Chirrane, effectivement... L'amour n'a pas de frontières.

Rires

M. Sayadi : L'amour est dans le marché.

M. le Maire : Dans le pré.

Rires

M. le Maire : Nous pouvons constater effectivement d'abord que les allées sont plus larges, le marché est plus propre. Il n'y a plus de plastique, c'est donc à porter à votre crédit, et notre équipe vous remercie. Je vous remercie. Mais je voudrais aussi, puisque c'est le dernier Conseil municipal de l'année, rendre hommage à toute équipe municipale, à tous les

adjoints. On nous avait prédit une fin bien précoce, trois mois, nous avait-on dit. Vous en avez fait, du travail, en trois mois. Maintenant, ça fait 15 mois que nous administrons cette ville. Eh bien oui, malgré le fait que certains exercent leur premier mandat, le courage, la ténacité n'a pas fait défaut. Les formations, aussi. Nous avons une certaine humilité, personnellement, j'apprends chaque jour auprès des personnes plus expérimentées. Je découvre des choses que je ne connaissais pas en tant que simple conseiller municipal, mais les Choisyennes et les Choisyens nous témoignent des marques d'encouragement, des félicitations, et cela, vous pouvez tous en être fiers. Il y a des progrès visibles. Il y a bien sûr encore beaucoup à faire, le défi reste immense, mais nous sommes sur la bonne voie. Ce que je peux dire aux Choisyennes et aux Choisyens, c'est que notre travail ne faiblira pas. Je vous remercie, et je remercie également tous les conseillers municipaux pour la très bonne tenue de ce Conseil. Je souhaite de très bonnes fêtes de fin d'année à toutes et à tous... Et je viens de m'apercevoir que nous n'avons pas fini.

Rires

M. le Maire : Ça faisait du bien.

Rires

M. le Maire : Comme ça, c'est dit.

M. Essone Mengue.

M. Essone Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Juste une précision suite aux propos de Monsieur Sayadi en ce qui concerne la suppression des sachets. Il s'agit là d'une loi, et une loi que toutes les communes doivent appliquer. C'est juste la précision que je voulais apporter, merci.

M. le Maire : Vous avez pu remarquer qu'il y a des maires qui ne respectent pas la loi. Donc, je peux vous dire que certains commerçants se contrefoutent de la loi. Et si ce n'était le courage, je dirais même, ce qui est grave, quelquefois le courage physique, aujourd'hui, il y aurait beaucoup de plastique qui se baladerait encore dans les marchés. J'ai pu assister à quelques échauffourées de commerçants. D'ailleurs, je l'avais dénoncé en son temps, l'ancienne majorité a dû y faire face à certains de ces commerçants. Il y avait beaucoup de menaces, notamment ce que j'avais dénoncé envers l'ancienne adjointe au commerce. Ça, c'est inacceptable. S'il suffisait de sortir une loi pour que ce soit respecté, qu'est-ce que nous serions heureux. Mais croyez-moi, il a fallu beaucoup de travail et de persuasion pour qu'ils acceptent... Enfin, pas tous. D'emblée, beaucoup s'y sont pliés, car il y a beaucoup de commerçants sérieux sur le marché, mais ça a été un travail difficile.

M. Sayadi : Pour compléter la réponse de Monsieur Essone Mengue, ce n'est pas la loi seulement, mais j'ai appliqué aussi l'arrêté signé par Didier Guillaume datant de 2019, puisqu'il devait justement cesser d'utiliser les sacs depuis 2019. Je n'ai pas attendu la loi pour appliquer les choses. Merci.

M. le Maire : Vous voyez que c'est un long combat qui est parti de loin. Ici et là, il y aura toujours quelques réfractaires, mais malheureusement, le 100 % n'existe pas. Nous n'avons pas la prétention d'obtenir le 100 %, mais on peut dire que l'on ne voit quand même plus de sacs plastiques. Il y a quand même une situation améliorée, qui n'est pas parfaite, il faut continuer ce combat. C'est un combat envers les frères Géraud.

Il reste deux petits points.

→ **19. Désignation d'un représentant au sein du Conseil d'Administration de l'association de l'École de la 2^e chance (E2C)**

M. le Maire : Il nous reste à désigner un représentant, ou il a déjà été désigné, le représentant au sein du Conseil d'administration de l'association de l'École de la 2^e chance.

On le désigne en séance. Il a été désigné, mais on va le voter. Nous proposons Yamina Lajili. Y a-t-il des votes contre ?

Excusez-moi, allez-y, Madame Després.

Mme Després : J'ai l'habitude, je prends la parole sans la demander. Comme d'habitude, nous ne prenons pas part au vote.

M. le Maire : Très bien, merci. Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Madame, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs. Sur ce point, je voterai favorablement.

M. le Maire : Merci, Madame Benkahla. D'autres observations ? Non. Très bien.

Y a-t-il des votes contre ? Madame Després et Monsieur Guillaume ne prennent pas part au vote. Madame Juhel, vous votez ?

Mme Juhel : Non, mais ça ne nous concerne pas. Vous choisissez. On n'a rien contre, c'est votre choix, c'est tout.

M. le Maire : Bien sûr. C'est compréhensible, il n'y a pas de problème.

Les votes contre pour ceux qui participent au vote ? Je n'en vois pas. Les abstentions, je n'en vois pas. À part le groupe de Monsieur Hutin qui ne prend pas part au vote, le reste est positif.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

→ **20. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales**

M. le Maire : Pour les anciens, je ne peux pas m'empêcher, à chaque fois que j'arrive à cette dernière ligne, de penser à notre cher ami disparu, même si ça fait maintenant deux ans, Monsieur Bismuth qui était un conseiller municipal de longue haleine. Peut-être un jour qu'il faudra penser à le remplacer dans ces questions au sein du Conseil.

Y a-t-il des questions sur ces délibérations ? Non, je n'en vois pas. Elles sont adoptées, merci. C'est à porter à connaissance.

Bien, merci de nouveau... M. Essone Mengue.

QUESTIONS DIVERSES

M. Essone Mengue : Est-ce que je peux me permettre d'évoquer une question à ce moment-là ?

M. le Maire : Oui.

M. Essone Mengue : Merci, Monsieur le Maire. Ayant été sollicité par la compagnie La Rumeur, je me fais ce soir l'écho de leur inquiétude au sujet de la subvention qu'ils n'ont toujours pas reçue, la subvention 2021, situation qui les inquiète. Ils vous ont adressé de nombreux courriers, y compris des lettres recommandées avec accusés de réception qui, jusqu'alors, n'ont trouvé que votre silence. Ils sont inquiets là-dessus, puisque l'usage voudrait que les subventions soient créditées pendant le premier trimestre, et l'année arrivant à son terme, la question demeure. Avez-vous prévu de leur répondre ? Merci.

M. le Maire : Je signale que cette question effectivement n'était pas prévue, donc nous aurions pu la reporter, mais comme je m'y étais engagé, j'accepte de répondre à toutes les questions. Nous répondons à la compagnie La Rumeur, nous leur avons déjà écrit. Il se trouve qu'une partie de la subvention a été versée. Une subvention est liée à des actions. Nous n'avons pas trouvé trace des actions, notamment auprès du Conservatoire. Donc, nous leur avons demandé, c'est quand même à eux de nous décrire, de nous apporter les éléments de ces actions. Ce n'est pas à nous d'aller chercher les actions qu'ils ont faites. Nous leur avons écrit, ou la lettre est prête. Elle est prête, elle est signée, et elle va partir. Mais ça, ils n'ignorent rien. Nous leur avons déjà demandé. Si vous voulez, les subventions sont versées au prorata des actions effectuées, ou ne sont pas versées s'il n'y a pas d'action. Je voudrais d'ailleurs remercier la compagnie La Rumeur d'être partie avec les sièges de notre ancien cinéma, ce qui fait que maintenant, nous devons racheter des sièges pour mettre dans ce théâtre. C'est très élégant. Merci à eux. Mais nous n'ignorons rien de leur demande, nous leur avons déjà demandé de nous apporter. Nous avons interrogé le Conservatoire, nous avons interrogé les écoles. Il se trouve qu'à ce jour, nous n'avons pas trace d'actions. Il y a quelques actions, mais qui ont déjà été couvertes par la première partie de la subvention qui a été versée. Donc, pour verser le solde, nous attendons de savoir quelles actions ont été faites. Donc, il n'y a aucun souci là-dessus, il suffit qu'ils nous disent ce qu'ils ont fait en corrélation, bien sûr, avec la convention qui nous lie. Qu'ils ne s'inquiètent pas, qu'ils produisent ces documents, et le nécessaire sera fait.

Bien. De nouveau, je vous souhaite de très bonnes fêtes. Et puis, visiter notre marché de Noël. Il y aura des commerçants intéressants.

Fin de séance :22h46